52e congrès CGT: Assez de défaites ! Il faut un tournant à 180° pour vaincre les patrons et ce pouvoir arrogant

Le congrès confédéral de la CGT qui, sur le plan militant, reste la première confédération syndicale, aura lieu au mois de mai prochain. C'est le moment de discuter les choix qui ont été faits dans les derniers mois, de se demander s'il faut les maintenir, les amender ou les revoir profondément.

En effet, les positions prises depuis le dernier congrès ont largement suscité le débat à tous les niveaux, parmi les syndiqué.e.s et les travailleur.se.s, que ce soit lors de la lutte contre la loi Travail, contre la « réforme » de la SNCF ou dans le mouvement des gilets jaunes. La CGT aurait-elle pu y intervenir autrement ? Si elle avait eu une orientation, cela aurait-il pu permettre aux travailleur.se.s de remporter des victoires ?

Ce texte, rédigé par des militant.e.s de la CGT, est une contribution à la discussion à ce sujet qui a pour but de mener un débat avec l'ensemble des syndiqué.e .s et bien au-delà des travailleur.se.s.

Le mouvement des Gilets Jaunes secoue la confédération

L'irruption sur la scène sociale du mouvement des Gilets Jaunes a secoué la confédération. La direction confédérale et celle de certaines fédérations, l'a trop souvent traité avec mépris, et sa politique vis-à-vis de ce mouvement est une occasion manquée, non seulement pour les gilets jaunes, mais pour l'ensemble des travailleurs.ses, en les opposant, alors que leurs intérêts étaient bien évidemment communs et qu'ensemble nous aurions pu remporter la victoire.

Du grondement à la base et dans quelques directions intermédiaires

À d'autre échelle, à l'intérieur des nos syndicats, la gronde est montée contre l'analyse du mouvement et les expressions publiques du représentant de la direction confédérale. Partout, des discussions vives ont eu lieu, auxquelles nous avons bien entendu contribué. Les syndiqué·e·s ont pu faire le constat que notre syndicat n'incarnait pas ou plus cette colère et cette rage particulière et si légitime qu'exprime le mouvement des Gilets Jaunes. Quant à eux, ils le considéraient avec bienveillance puisqu'ils et elles en partageaient la plupart des revendications.

Des motions, des appels à rejoindre le mouvement de la part de syndicats, d'UL ou d'UD ont vu le jour. Elles ont permis de donner confiance à d'autres et de s'exprimer sur le sujet, d'assumer le soutien aux GJ, tout en faisant pression sur l'appareil de la confédération. C'était vraiment réjouissant !

Martinez, bien forcé, a dû revoir légèrement son expression publique sans pour autant changer sa position de fond à l'égard des gilets Jaunes. Évidemment, cela ne s'est pas accompagné d'un vrai travail de l'appareil pour rejoindre et construire ce mouvement, mais cela a sans doute permis, en partie, à calmer légèrement les « troupes ».

Une stratégie catastrophique

Il y a dans le mouvement des Gilets Jaunes une méfiance envers les syndicats. Cela s'explique par le fait que nos directions sont malheureusement trop souvent dans une stratégie de la négociation, avec comme illustration suprême les politiques qui ont mené à l'échec des journées saute moutons, où même des grèves perlées. Des stratégies qui, sous couvert de radicalité, nous mènent à la défaite : si les cheminotEs avaient fait autant de journées de grève à la suite et non en perlées, paralysant de fait les transports du pays sur plusieurs semaines, le gouvernement aurait été vraiment en difficulté. Évidemment la majorité des salarié·e·s n'a pas confiance dans les syndicats pour cette raison. Un de nos rôles doit être précisément de faire la jonction entre les gilets jaunes et la base des syndicats là où nous sommes. Cela pourrait être un point d'appui pour permettre à toute la classe des exploité.e.s de se mobiliser ensemble, sur des objectifs communs.

Face à la répression et l'offensive contre les libertés démocratiques

Le mouvement des Gilets Jaunes dure depuis maintenant 4 mois. Face à une répression policière et judiciaire inouïe (mutilations irréversibles, tabassages en règle, tirs tendus de LBD, utilisation massive de gaz lacrymogènes, arrestations et condamnations délirantes…), dénoncées même par des individus bien intégrés dans les institutions bourgeoise (ONU, Jacques Toubon défenseur des droits), la direction de la CGT, et particulièrement son porte parole n'est pas à la hauteur de la situation. À aucun moment il n'a protesté contre ces violences, pas plus que contre les contre-réformes réformes institutionnelles touchant directement au droit de manifester et qui va évidemment se retourner contre nous (notamment la loi "anti-casseurs").

Pire, la confédération signe même des communiqués ignobles avec la CFDT condamnant la violence… des manifestant·e·s ! Tout ceci est révoltant. Cela exigerait une campagne dans nos structures pour qu'au contraire la CGT combatte activement et massivement cette répression. Les libertés démocratiques sont de plus en plus bafouées par l'offensive gouvernementale (loi « anti-casseurs » qui met en cause le droit de manifester) et seule une gigantestque mobilisation des travailleur.se.s, impulsée par les syndicats, à commencer par le nôtre peut inverser les choses.

Une partie des militant·e·s de notre organisation critiques de la politique de la direction confédérale sont aussi critiques de ses stratégies perdantes. Parfois, ces militant·e·s se retrouvent dans les manifestations ax côtés des Gilets Jaunes. Nous leur proposons d'agir ensemble pour entraîner nos syndicats à tous les niveaux sur une autre orientation.

Tirer enfin un bilan de la politique du "dialogue social"

Nous pensons que nos syndicats doivent **rompre le dialogue social** avec le gouvernement et le patronat.

La direction de la confédération met souvent en avant telle ou telle concession mineure obtenue par les "concertations" pour essayer de les justifier, ou bien dénonce l'inefficace "politique de la chaise vide". Parfois elle met en avant le souci d'unité avec d'autres structures syndicales ou encore les hésitations des salarié·e·s pour justifier des revendications qui se caractérisent souvent par le refus d'exiger clairement le retrait pur et simple des projets de loi rétrogrades.

Mais quelle est la réalité ?

Cette orientation maintenue du "dialogue social" n'a produit que des fruits pourris : multiplication des défaites depuis 2006 avec des reculs de plus en plus graves (retraites 2010, ANI 2012, SNCF et loi Travail 2016, puis 2017, pacte ferroviaire 2018, vagues de fermetures d'entreprises et de licenciements, recul des libertés démocratiques sans précédents, réduction des droits syndicaux, etc.).

Mais ces défaites contribuent aussi à entamer la confiance des travailleur.se.s en leurs propres forces, la confiance dans les syndicats et leur capacité à faire plier le patronat et le gouvernement, affaiblissant de fait notre camp. Il faut un tournant à 180°.

La grève de 2018 à la SNCF : une défaite amère, mais riche d'enseignements

L'énorme lutte des cheminot·e·s contre le pacte ferroviaire a constitué une illustration particulièrement nette de la nécessité de changer de stratégie.

Les directions des fédérations syndicales cheminotes, pour refuser de demander clairement le retrait du pacte ferroviaire (à l'exception de Sud-Rail) et l'appel national à la grève illimitée sur cet axe, ont défendu le 2/5 en prétendant que les cheminot·e·s n'étaient pas prêt.e.s à faire un mois de grève. Pourtant, au bout du compte, beaucoup d'entre eux, ont fait un mois de grève, mais saucissonné sur trois mois. Et cette stratégie n'a guère mis en difficulté le gouvernement et la direction de la SNCF qui étaient prêts à perdre beaucoup d'argent pour casser le statut et faire un pas décisif dans la privatisation et l'éclatement de la SNCF. Elle a aussi eu pour résultat de dissuader les cheminot·e·s d'aller en AG, rendant difficile le débordement de cette

stratégie perdante. Et même les AG, pourtant assez nombreuses, n'étaient trop souvent pas suffisamment démocratiques : simples meetings syndicaux, où un dirigeant de chaque OS prenait la parole, sans discussion sur la plateforme de revendications et sur les actions. Enfin, les syndicats auraient pu réunir à l'échelle nationale des délégué.e.s des plus de 100 AG qui se tenaient en France, dans une grande coordination, permettant à la lutte de franchir un cap. Ils ne l'ont pas fait.

Une stratégie claire, revendiquant le retrait du pacte ferroviaire, et appelant à une grève illimitée jusqu'à satisfaction, avec des AG quotidiennes, et une coordination nationale aurait créé un tout autre rapport de force. Il aurait été possible de paralyser le trafic et à partir de là d'enclencher une dynamique politique et sociale. Aurait-ce été suffisant pour gagner ? Impossible de le savoir, mais en tous les cas cela aurait permis de mettre beaucoup plus en difficulté le pouvoir.

L'expérience de l'AG inter gares en Région Parisienne a été très progressiste et a montré concrètement toutes les potentialités d'une telle orientation. Les cheminot.e.s n’ont donc pas lutté pour rien : ils ont refusé de courber l’échine, de reculer sans combattre et ils ont ainsi préparé l’avenir, à condition aussi que nous sachions tirer les leçons de cette défaite et les faire partager largement par nos collègues de travail pour forger les victoires de demain.

Quelques leçons de la lutte des GJ

La mobilisation des GJ montre qu'il y a parmi les salarié·e·s les plus pauvres et les plus précaires des dispositions impressionnantes à la combativité. Cela fait déjà plus de 20 samedis que les GJ se mobilisent, malgré l'effort que cela exige, une répression sans précédent et des gains encore assez maigres. En ce sens, cela prouve que l'orientation actuelle du syndicat et ses méthodes d'action le mettent dans l'incapacité de permettre l'expression de toute cette rage accumulée et de toute l'énergie de lutte disponible dans les couches les plus exploitées.

Macron invicible ? Vraiment ?

Le soulèvement des GJ montre aussi qu'avec la détermination nécessaire il est possible de faire peur au pouvoir et aux patrons, et de les forcer à des concessions. Si on peut obtenir cela à quelques centaines de milliers de prolos déterminés dans les rues, qu'est-ce que ce serait avec les millions de travailleur.se.s ?

Des exigences claires et le refus de toute « concertation »

Mais cela a supposé des exigences claires et le refus de reculer sur les exigences initiales. Rappelons-nous qu'au début du mouvement, le gouvernement prétendait même maintenir les hausses de taxes. Il a été forcé de reculer. Preuve qu'il est possible de le faire reculer.

Mais c'est que les leaders des GJ - quelles que soient leurs limites - ont refusé de s'installer à la table des "concertations", ont exigé la retransmission en direct à la télé des pourparlers et, face au refus du gouvernement, ont choisi la stratégie de la lutte, c'est-à-dire celle de la rue, des blocages et de la grève. Malgré les méfiances initiales, des jonctions se sont opérées et la journée du 5 février - malgré ses limites - a été de ce point de vue très importante.

L'auto-organisation

Cela a aussi reposé sur une auto-organisation à la base : au lieu de déléguer à d'autres le soin de les défendre, les travailleur.se.s ont pris en charge par elles-mêmes et eux-mêmes leur propre défense, ont tenu les rond-points, organisé des AG, débattu, etc.

Les femmes ont joué un rôle important dans ce cadre, témoignant de la profondeur du mouvement.

L'Assemblée des Assemblées des GJ tenue à Commercy fin janvier, puis à Saint-Nazaire début avril doit être pour le mouvement ouvrier un exemple d'un moment indispensable pour construire un mouvement de lutte victorieux : centraliser les AG, avec des délégué·e·s mandaté·e·s et révocables, discuter démocratiquement des exigences et des actions.

Inversement, nous voyons que malgré le haut niveau de confrontation et d'auto-organisation du mouvement des gilets jaunes, celui-ci a besoin du monde du travail et d'une grève massive pour passer un cap. C'est pourquoi notre implantation dans le mouvement ouvrier et notre intervention dans la CGT pour construire la mobilisation dans le monde du travail et mettre la pression aux directions syndicales par la base sont fondamentales.

Une orientation aussi déterminée pour les travailleur.se.s que celle de Macron pour les riches et les patrons

Nous pensons que tou.te.s les militant.e.s combatif.ve.s, qui en ont marre des défaites des travailleur.se.s et veulent se donner enfin les moyens de stopper le patronat et son gouvernement doivent se battre ensemble pour porter une orientation dont les grandes lignes seraient :

- **fixer des objectifs clairs et montrer que le syndicat ne lâchera pas sur ces objectifs**

- **refuser les "concertations"** : non, nous n'avons pas à nous mettre d'accord avec ceux qui veulent casser les conquêtes sociales et surexploiter les salarié·e·s; nous ne pouvons arriver avec eux à aucun "diagnostic partagé"; nous ne pouvons que préparer à notre camp à les empêcher d'imposer ces reculs

- **préparer la lutte au lieu de participer aux "concertations"** : faire des tracts, diffusions, produire vidéos circulant sur les réseaux sociaux, organiser une intervention dans les médias nationaux, régionaux et locaux, tenir des meetings publics, organiser des réunions de syndiqués, appeler à des AG sur les entreprises et les bassins, etc. Car pour gagner une bataille, il faut d'abord présenter clairement les enjeux devant les millions de travailleur.se.s, leur permettre de s'approprier la lutte, et commencer à leur donner confiance dans leurs propres forces par ses réunions sur l'ensemble du territoire

- casser les frontières construites par le capitalisme et par les hommes politiques bourgeois entre prolétaires des grandes entreprises, salarié·e·s de petites et moyennes entreprises des zones rurales, habitant·e·s des quartiers populaires en construisant **une plateforme revendicative unifiante**.

- **dire clairement aux salarié·e·s que l'expérience montre qu'on ne peut gagner que par la grève tous et toutes ensemble jusqu'au retrait des réformes** et que les journées d'action éparpillées ne conduisent à rien, sinon à démoraliser les travailleur.se.s; répondre que l'obstacle n'est pas au fond financier, mais politique : les cheminots n'ont pas perdu beaucoup moins d'argent en faisant un mois de grève étalé sur trois mois avec des coupures qu'en faisant un mois de reconductible suivi, mais c'est infiniment moins efficace; quand on est convaincu qu'on a raison, quand on sent les dirigeants déterminés à aller jusqu'au bout, quand on se retrouve avec ses collègues massivement en AG, on trouve la détermination pour une grève reconductible active longue; celle-ci ne consiste pas à attendre chez soi, mais à essayer d'entraîner massivement ses collègues, mais aussi d'autres secteurs. La meilleure preuve de cela, c'est la grève générale en Guadeloupe en 2009

- **appeler à et soutenir l'auto-organisation**; faire que les AG soient le plus démocratiques possibles et souveraines, que tout·e salarié·e puisse prendre la parole et que les décisions soient tranchées par des votes, ce qui permettra en outre de favoriser l'implication de certain·e·s exploité·e·s et opprimé·e·s qu'on met moins en avant dans les syndicats, notamment les femmes et les racisé·e·s.

Se regrouper pour réussir à changer l’orientation de notre confédération

Pour se donner les moyens de peser dans ce sens, il nous semble que tout.e.s les syndiqué.e.s partageant cette orientation devraient se regrouper pour essayer à la fois de l’impulser ensemble à la base, dans les syndicats de boîte, les UL, et proposer aux UD, fédérations et à la confédération de reprendre cette orientation.

C’est ce à quoi nous entendons contribuer.

Des militant.e.s CGT, se reconnaissant dans les positions de la Tendance CLAIRE et de la plateforme Y du NPA

N'hésitez pas à prendre en contact avec nous si vous partagez tout ou partie de l'orientation que nous portons à la base dans nos syndicats et que nous entendons aussi défendre dans le cadre de la préparation du congrès confédéral et au congrès lui-même.

, le 12 avril 2019